

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)
MARCHE N°2026-PA14**

**SERVICES D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE POUR VETAGRO
SUP**

Accord-cadre s'exécutant de façon mixte, passé en procédure adaptée, pour la période du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027 – renouvelable par écrit 3 fois par période de 12 mois.

Représentante du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021.

Le présent cahier des charges comporte 14 pages

Campus vétérinaire
1, Avenue Bourgelat
69280 Marcy l'Etoile
Tél : 04 78 87 25 25

Tél : 04 73 98 13 86 / 04 78 87 27 41

Campus agronomique
89, Avenue de l'Europe
63370 Lempdes
Tél : 04 73 98 13 13

Mail : marches@vetagro-sup.fr

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE.....	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – DUREE	3
ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS	4
ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L’ACCORD-CADRE POUR L’ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS (UNIQUEMENT POUR LE LOT N°3).....	4
ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT DE L’ACCORD-CADRE s’exécutant par marchés subsequents (UNIQUEMENT POUR LE LOT N°3).....	5
ARTICLE 10 – COMMANDES.....	6
ARTICLE 11 – DELAIS D’EXECUTION	6
ARTICLE 12– PENALITES	6
Article 13 – EMBALLAGE, TRANSPORT ET LIVRAISONS.....	7
Article 14 – CONSTATATION DE L’ADMISSION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 15- PRIX.....	8
ARTICLE 16–REVISION DES PRIX (LOTS N°1 ET 2)	8
ARTICLE 17– FACTURATION	9
ARTICLE 18– Règlement.....	9
ARTICLE 19– AVANCE FORFAITAIRE.....	9
ARTICLE 20– LITIGES ET CONTESTATIONS	9
ARTICLE 21– CONFIDENTIALITE ET DISCRETION	9
ARTICLE 22– REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	10
ARTICLE 23 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE.....	10
ARTICLE 24 – ASSURANCES.....	11
ARTICLE 25– SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE	11
ARTICLE 26– DEROGATIONS AU C.C.A.G-F.C.S. EN VIGUEUR	11
CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES	11
ARTICLE 27 – PRESTATIONS A FOURNIR	11
ARTICLE 28– CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	13

CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'impression et de reprographie pour les deux sites de VetAgro Sup :

- campus agronomique de Clermont-Ferrand (89 avenue de l'Europe 63 370 Lempdes)
- campus vétérinaire de Lyon (1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile).

Le campus vétérinaire est le siège de multiples activités de formation et de recherche dont certaines sont visées par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2 – PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

VetAgro Sup 1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile

Pouvoir adjudicateur : Mme la Directrice générale de VetAgro Sup.

Comptable assignataire : M. l'Agent Comptable.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé au terme d'une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services, qui se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021), C.C.A.G.-F.C.S.

Il est divisé en 3 lots :

Lot n°1 services de reprographie avec mise à disposition d'un portail de commande

Lot n°2 travaux d'impression récurrents

Lot n°3 travaux d'impression personnalisés.

Il s'agit d'un accord-cadre, en application des articles R2162-1 à R2162-6. Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 140 000€ HT et s'exécutera de façon mixte:

- pour les lots n° 1 et n°2:

Chaque lot sera attribué à un seul opérateur économique et s'exécutera par bons de commande en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

- pour le lot n°3:

Il sera attribué à au minimum deux (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières) et au maximum trois opérateurs économiques et s'exécutera par marchés subséquents en application des articles R2162-7 à R2162-10 du code de la commande publique. Selon des modalités détaillées à l'article 8 du présent C.C.P., les attributaires seront remis en concurrence à chaque besoin.

ARTICLE 5 – DUREE

Article 5.1 durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 1^{er} septembre 2026 ou à compter de sa notification si la date est postérieure, jusqu'au 31 août 2027. Il est ensuite reconductible par période de douze mois jusqu'à trois fois sur décision expresse de VetAgro Sup notifiée au titulaire au moins deux mois avant la fin de durée

de validité du marché. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Le marché sera résilié si le maximum est atteint.

Article 5.2 durée des marchés subséquents (pour le lot n°3)

Chaque marché subséquent est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à la fin des prestations.

ARTICLE 6 – PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire de l'acte d'engagement et ses annexes et celui du C.C.P. conservés dans les archives de l'administration font seul foi.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 7 – INTERLOCUTEURS

Pour le pouvoir adjudicateur :

Les responsables des services, ou toute personne qualifiée et habilitée, sous couvert de l'autorité du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour le titulaire :

Dans son mémoire technique, le titulaire fournit le nom et les coordonnées complètes :

- D'un interlocuteur(trice) chargé du suivi du marché
- D'un interlocuteur(trice) technico-commercial(e) destinataire des remises en concurrence
- Des services et des équipes chargées d'exécuter la prestation (prise de commande, facturation...).

ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS (UNIQUEMENT POUR LE LOT N°3)

Pour le lot n°3, la remise en concurrence se fera à chaque besoin, selon les modalités suivantes :

1. envoi à l'ensemble des titulaires du lot d'une demande de devis valant règlement de la consultation; ils disposeront au minimum de trois jours ouvrés pour rendre leur offre de prix
2. les offres seront jugées par défaut selon les critères suivants : prix : 60% ; valeur technique de l'offre: 40% (notamment adéquation de l'offre aux besoins exprimés, délais de livraison ...), **sauf mention contraire dans la demande de devis.**

Après une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur décide :

- Soit d'engager des négociations
- Soit d'attribuer la commande à l'entreprise ayant fait la meilleure offre au regard des critères.

Procédure de négociations

La mise en place d'une phase de négociations sera annoncée par courriel par le pouvoir adjudicateur.

Les négociations auront lieu avec toutes les entreprises titulaires du lot ayant fait une offre de prix. Elles porteront sur les conditions techniques et financières de l'offre et devront revêtir les mêmes formes et modalités pour l'ensemble des titulaires.

A l'issue de cette phase, les titulaires remettront une nouvelle offre, qui se substituera à celle initialement remise. Faute de réponse de leur part dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur, ils sont réputés maintenir leur offre initiale. La procédure à suivre est ensuite celle décrite au paragraphe suivant.

3. une notification par voie électronique est adressée au titulaire du marché subséquent et à ceux qui n'auront pas été retenus.
4. un bon de commande valant acte d'engagement est adressé au titulaire du marché subséquent.

Cette procédure étant entièrement réalisée par mail, les titulaires devront désigner une adresse électronique de référence.

Aucun minimum de commande n'est assuré à aucun des titulaires.

ARTICLE 9 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE S'EXECUTANT PAR MARCHES SUBSEQUENTS (UNIQUEMENT POUR LE LOT N°3)

Article 9.1 Exclusivité des titulaires

Les titulaires de l'accord-cadre disposent d'une exclusivité sur tous les marchés subséquents du présent accord-cadre et ce, pendant toute sa durée. VetAgro Sup s'engage donc à consulter l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre dans les conditions de stricte égalité et à observer la parfaite confidentialité des offres.

Toutefois VetAgro Sup se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des marchés pour lesquels les candidats ne respecteraient pas leurs engagements contractuels : absence de réponse, non-respect de l'offre initiale, offres irrégulières, inacceptables ou non conformes.

Rappel de vocabulaire : articles L2152-2 à 4 du Code de la commande publique

« Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation. »

Article 9.2 Obligation de répondre aux sollicitations du pouvoir adjudicateur

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent, pour toute sa durée, à répondre aux sollicitations de VetAgro Sup pour la conclusion des marchés subséquents.

En cas de non réponse, les titulaires doivent motiver leur absence d'offre. La réalité de la motivation sera appréciée par le représentant de VetAgro Sup.

Article 9.3 Cas d'exclusion d'un titulaire de l'accord-cadre

VetAgro Sup peut décider d'exclure de l'accord-cadre un de ses titulaires, qui ne sera donc plus autorisé à participer aux remises en concurrence annuelles, notamment dans les cas suivants :

- absence répétée et non justifiée d'offre lors des remises en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents ;
- défaillance grave du titulaire d'un marché subséquent dans l'exécution de celui-ci, entraînant des dysfonctionnements dans le fonctionnement de VetAgro Sup (notamment problèmes d'approvisionnement, du service après-vente...).

Cette résiliation pour faute du titulaire ne donnera pas lieu à indemnisation.

ARTICLE 10 – COMMANDES

L'exécution est ordonnée par bons de commande, qui sont adressés au fournisseur par courriel, télécopie, courrier, remise en mains propres ou par voie dématérialisée.

Pour le lot n°1, en fonction de la fréquence des prestations, il est établi soit un bon de commande par prestation soit un bon de commande prévisionnel.

Pour les lots n°2 et n°3, un bon de commande est établi pour chaque prestation.

Dans le cadre du lot n°3, le bon de commande vaut acte d'engagement du marché subséquent.

Les bons de commande mentionnent :

- Le nom et l'adresse du titulaire du marché
- L'intitulé et le numéro du marché
- le service émetteur du bon de commande et de la personne suivant le dossier
- Le n° d'engagement juridique et le code service Chorus pro ;
- La désignation des fournitures
- Les quantités commandées
- Les prix unitaires
- Le délai d'exécution.

Si cela n'a pas été fait en aval lors de la mise au point de la commande, le fournisseur confirme à VetAgro Sup la prise en compte et le traitement de la commande ainsi que le délai d'exécution, conformes aux engagements figurant dans le bordereau des prix unitaires (lots n°2) ou dans le devis issu de la remise en concurrence (lot n°3).

ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION

Le titulaire met en œuvre l'intégralité de la commande :

- Pour le lot n°1, dans le délai auquel il s'est engagé dans son mémoire technique ;
- pour le lot n°2, dans le délai auquel il s'est engagé dans le BPU ;
- pour le lot n°3, dans le délai qu'il aura indiqué à VetAgro Sup dans son offre lors de la remise en concurrence.

En cas de dépassement du délai d'exécution ou si le titulaire informe qu'il ne peut respecter celui-ci, VetAgro Sup pourra, après une mise en demeure au titulaire du marché, faire appel au concours d'un autre prestataire.

ARTICLE 12– PENALITES

Article 12.1 – Pénalités de retard

Passé les délais de l'article 11, le titulaire s'expose à des pénalités pour retard, courant jusqu'à exécution de la prestation et calculées selon la formule :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

P = Montant de la pénalité

V = Valeur de la fourniture

R = Nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Article 12.2 – pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Article 12.3 – Pénalités pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé

Si le titulaire est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il lui sera appliqué une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard jusqu'à transmission des documents (BEGES et plan de transition). Cette pénalité commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à compter du

Article 12.4– pénalités diverses

Ces pénalités s'appliquent après mise en demeure.

Article 12.4.1 pénalités pour livraison non conforme

Si le titulaire ne respecte pas les consignes de livraison, il encourt une pénalité de 100€ par livraison non conforme.

Article 12.4.2 pénalités pour papier non conforme

Si le titulaire ne fournit pas du papier conforme aux prescriptions de l'article 27.2.2, il encourt une pénalité de 100€ par commande.

Article 12.4.3 pénalités pour non présentation de la certification Imprim'vert

Si le titulaire ne fournit pas le certificat imprim'vert pour l'année civile en cours, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité de 100€.

ARTICLE 13 – EMBALLAGE, TRANSPORT ET LIVRAISONS

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est responsable des opérations de conditionnement, d'emballage et de transport des marchandises. Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux de VetAgro Sup et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Le titulaire se conforme aux instructions de livraison figurant dans le bon de commande. Ainsi, les fournitures sont livrées auprès du service ayant passé commande, dans le lieu indiqué par lui. La livraison dans un autre lieu que celui prévu ou dans un conditionnement qui n'est pas celui demandé (par exemple, palette au lieu de cartons) peut donner lieu, outre le rejet des prestations, à l'application des pénalités prévues à l'article 12.4.1.

Chaque livraison est obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison comportant les mentions citées à l'article 20.1 du CCAG-FCS.

Chaque commande devra être livrée en une seule fois, sauf si VetAgro Sup demande la livraison immédiate des produits en stock et une livraison différée pour les produits non disponibles.

ARTICLE 14 – CONSTATATION DE L'ADMISSION DES PRESTATIONS

Conformément au chapitre 5 du C.C.A.G.-F.C.S., les vérifications qualitative et quantitative, sont effectuées à l'instant et sur le lieu de la livraison par le représentant de VetAgro Sup, qui peut se faire assister par tout spécialiste de son choix.

Si le résultat des vérifications qualitative et quantitative est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par le représentant de VetAgro Sup, sous réserve des vices cachés. L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le représentant de VetAgro Sup sur le bon de livraison.

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée dans les conditions prévues au présent cahier, le représentant de VetAgro Sup prononce :

- son rejet ; elle doit alors être remplacée sur mise en demeure du titulaire ou de son représentant, par la personne responsable ou son représentant.
- son admission avec réfaction de prix déterminée d'un commun accord ; le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le gestionnaire de l'établissement peut mettre le titulaire en demeure :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande.
- soit de compléter la livraison, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, le dit bulletin et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties ou de leurs représentants

ARTICLE 15- PRIX

Le marché est traité en euros à prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges frappant la prestation notamment les frais de livraison et de gestion ainsi que tous les frais afférents à l'assurance et au stockage. **Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé au titre de l'application d'un minimum de commande.**

Les tarifs applicables sont :

- pour le lot n°1 et n°2, les prix portés par le titulaire au BPU ou, en cas d'indisponibilité des produits y figurant, les produits de substitution aux conditions agréées par VetAgro Sup ou les prix issus d'offres ponctuelles telles que les promotions, s'ils sont plus favorables que les prix ci-dessus ;
- pour le lot n°3, les tarifs applicables sont ceux indiqués sur le devis du fournisseur retenu à l'issue de la remise en concurrence.

ARTICLE 16–REVISION DES PRIX (LOTS N°1 ET 2)

Article 16.1 – Modalités de révision de prix

A l'issue de la première période du marché, les prix du BPU sont ensuite révisables annuellement. Cette révision ne peut se faire que sur demande écrite du titulaire, adressée à la cellule marchés par courrier ou mail, un mois avant la date anniversaire du marché.

La demande de révision de prix du titulaire devra être accompagnée du BPU complété des nouveaux tarifs, en format Excel et PDF.

Article 16.2 – clause butoir

L'augmentation de prix consécutive à une révision est plafonnée à 3%.

Toute demande d'augmentation supérieure devra faire l'objet d'un argumentaire de la part du titulaire et être accompagnée de justificatifs. VetAgro Sup décidera alors s'il applique ou non la clause de sauvegarde.

Article 16.3 – clause de sauvegarde

En cas de manquement à la clause butoir énoncée à l'article 16.2, VetAgro Sup se réserve la possibilité de résilier le marché à l'égard du titulaire.

Dans les circonstances prévues à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de demande d'augmentation effectuée en dehors de la procédure annuelle décrite à l'article 16.1, le pouvoir adjudicateur examine les justificatifs fournis par le titulaire (variation des indices professionnels de référence, copie des courriers de fournisseurs notifiant des augmentations tarifaires...). S'il juge les éléments pertinents, un avenant prend acte des

modifications qu'il accepte. En l'absence de justificatifs ou si le pouvoir adjudicateur juge que ceux-ci ne sont pas suffisamment précis et pertinents, il se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 17– FACTURATION

Le titulaire établit une facture spécifique à chaque bon de commande correspondant à un marché subséquent. Dans le cas d'un bon de commande prévisionnel, la périodicité de facturation est convenue avec le service utilisateur.

Les factures, sous format électronique, sont libellées en euros et déposées sur le portail Chorus Pro. Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'intitulé et le numéro du marché;
- le n° d'EJ et le code service;
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC;
- la date de facturation.

Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) est joint lors de la première opération puis à chaque modification des coordonnées bancaires ou de la raison sociale du titulaire.

ARTICLE 18– REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

ARTICLE 19– AVANCE FORFAITAIRE

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés. L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 20– LITIGES ET CONTESTATIONS

Il sera fait application de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. en cas de litige survenu entre le fournisseur et l'Établissement.

Les contestations, litiges et différends qui pourraient survenir entre l'administration et le titulaire du marché ne pourront être invoqués comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon - 184, Rue Duguesclin 69003 Lyon – Tél : 04.78.14.10.10.

ARTICLE 21– CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

1) Les fournisseurs qui ont eu, soit avant la passation d'un marché, soit au cours de son exécution, communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Les renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à qui que ce soit, en dehors des personnes ayant qualité pour les connaître.

Tout titulaire de marché est tenu, en outre, de considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

2) Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 41.1 alinéa j) du Cahier des Clauses Administratives Générales prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

ARTICLE 22– REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G-F.C.S., les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

ARTICLE 23 – BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

En application de la circulaire n°6245-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, le titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L229-25 du Code de l'environnement, est tenu de communiquer à VetAgro Sup son bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) ainsi que le plan de transition pour réduire ses émissions dans un délai de trois mois à compter de la notification du marché. Si le BEGES communiqué à la notification arrive à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit communiquer son nouveau BEGES (et le plan de transition associé) au plus tard 3 mois après la date d'expiration du précédent. Des pénalités peuvent être appliquées en cas de retard dans la transmission de ces documents (article 12.3 du présent C.C.P.).

Conformément à l'article L229-25 du Code de l'environnement et à l'article 1 de l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, cette communication doit s'effectuer sur le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>). Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

ARTICLE 24 – ASSURANCES

Le titulaire de l'accord-cadre fournit chaque début année et à chaque modification du contrat de police d'assurance, une attestation de la compagnie attestant qu'il dispose d'une couverture responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations du titulaire.

ARTICLE 25– SOUS-TRAITANCE ET COTRAITANCE

Les sous-traitants et co-traitants auxquels il serait fait appel dans le cadre de l'exécution du présent marché sont entre autres soumis aux mêmes obligations que l'entreprise répondant au principal, telles que fixées dans ce document, au C.C.A.G-F.C.S., et au Code de la commande publique.

Le titulaire déclare obligatoirement les co-traitants et sous-traitants auxquels il a recours.

ARTICLE 26– DEROGATIONS AU C.C.A.G-F.C.S. EN VIGUEUR

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G-F.C.S., se substituent à ces dernières :

L'article 9.3 complète le chapitre 7 (ajout de cas de résiliation pour faute du titulaire).

L'article 12.1 déroge aux articles 14.1.1 (calcul des pénalités pour retard) et 14.1.3 (absence d'exonération des pénalités en deçà de 1000€ HT).

Les articles 12.2, 12.3, 12.4.1 12.4.2 et 12.4.3 complètent l'article 14 (ajout de pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, pour non-respect de l'obligation de transmission du BEGES et du plan de transition associé, pour livraison non conforme, pour papier non conforme et pour non présentation de la certification Imprim'vert).

L'article 16.3 complète le chapitre 6 (ajout de cas de résiliation).

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

ARTICLE 27 – PRESTATIONS A FOURNIR

Article 27.1- mise en place du marché

Les titulaires du présent marché devront, à notification de celui-ci, organiser une réunion de démarrage dans les locaux de VetAgro Sup avec les représentants de ce dernier. Elle comportera les éléments suivants : un entretien avec le commercial en charge de l'établissement des devis, une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise et des réalisations possibles.

Au début du marché, les titulaires devront également fournir des échantillons de papier, a minima ceux correspondant aux travaux demandés dans le B.P.U. ou l'annexe financière du lot dont ils sont attributaires. Pour les titulaires du lot n°3, ils pourront être également amenés à fournir des échantillons dans le cadre des remises en concurrence afin d'éclairer le choix de VetAgro Sup.

Article 27.2 – lot n°1 prestations de reprographie

Ce service est complémentaire des impressions réalisées par les utilisateurs sur les copieurs de proximité de chaque site (gros volumes, impressions couleurs...). Il exclut les travaux d'impression objets des lots n°2 et n°3 du présent marché. Le titulaire devra assurer ces prestations pour les deux campus, à Marcy l'Etoile (69) et Lempdes (63).

Le prestataire devra couvrir l'intégralité des prestations figurant dans le BPU et mettre à disposition un portail de commande en ligne, faute de quoi son offre sera rejetée car non conforme.

Le titulaire devra fournir un service de reprographie hors site avec mise à disposition d'un portail de commande en ligne. Il en assure le paramétrage, l'hébergement, la sécurité, la disponibilité et la maintenance. Celui-ci devra permettre, via un accès sécurisé pour chaque service utilisateur, de demander un devis et/ou de transmettre une commande.

Il indique dans son offre :

- les modalités de création de nouveaux comptes utilisateurs (création en masse en début de marché puis au fil de l'eau, interlocuteur, données à fournir, délais de mise en œuvre...).
- comment il récupère les données nécessaires au dépôt de ses factures sur Chorus pro (code service+ n° d'engagement juridique) : cases à compléter par le service passant commande...
- comment il se conforme au R.G.P.D.

Le titulaire est responsable de l'organisation des différentes étapes de traitement de la commande (gestion des commandes passées en ligne, production, finition, conditionnement, livraison, facturation). Il s'assure de disposer avant de traiter la commande d'un engagement juridique la couvrant.

Le titulaire doit s'engager dans son offre sur **deux jours de livraison a minima par semaine** (par exemple, le mardi et le vendredi) et sur l'heure et la date-limite pour adresser la commande (sous la forme suivante, par exemple : pour livraison le mardi, la commande doit avoir été passée via la plate-forme avant le vendredi à xh, pour livraison le vendredi, avant le mercredi à xh). Il indique les délais qu'il applique pour une commande urgente (avec facturation des frais afférents – voir ligne dédiée du B.P.U.).

Les tarifs figurant dans le bordereau des prix unitaires comprennent obligatoirement les frais de livraison en un point. Des frais ne pourront être facturés qu'en cas de demande de livraison urgente en dehors des jours de livraison prédéfinis.

En début de marché mais également en cas d'évolution importante et/ou sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire assure la formation des services utilisateurs à l'outil de commande en ligne. Il met également à disposition des dispositifs d'assistance, à préciser dans son offre (procédures, modes d'emploi, tutoriels, webinaires, hotline...). Ce service est complémentaire des impressions réalisées par les utilisateurs sur les copieurs de proximité de chaque site (gros volumes, impressions couleurs...). Il exclut les travaux d'impression objets des lots n°2 et n°3. Le titulaire devra assurer ces prestations pour les deux campus, à Marcy l'Etoile (69) et Lempdes (63).

Le prestataire devra couvrir l'intégralité des prestations figurant dans le BPU, mettre à disposition un portail de commande en ligne et assurer deux jours de livraison par semaine a minima, faute de quoi son offre sera rejetée car non conforme.

Article 27.3 – lot n°2 prestations de travaux d'impressions récurrents

Le prestataire devra couvrir a minima 90% des lignes du bordereau des prix unitaires (par des produits conformes à la description), faute de quoi son offre ne sera pas recevable.

Les prestations d'impression ne figurant pas dans le B.P.U. ne relèvent pas de ce lot. Dans ce cas, il convient de remettre en concurrence les prestataires du lot n°3.

Article 27.4 – lot n°3 prestations de travaux d'impressions personnalisés

Le prestataire devra couvrir a minima 75% des lignes du bordereau des prix unitaires (par des produits conformes à la description), faute de quoi son offre ne sera pas recevable.

Le prestataire devra proposer une gamme complète de travaux d'impression.

Il fournira, à chaque remise en concurrence, un devis détaillé comportant obligatoirement un engagement de délai de réalisation des prestations de type : date de commande +x jours, semaines...

ARTICLE 28– CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 28.1 – Obligations générales du titulaire

Le pouvoir adjudicateur sera vigilant quant à la qualité des encres et des papiers, les éléments de finitions et de manière générale, l'ensemble des éléments concourant à produire des documents de qualité. A ce titre les échantillons fournis en début de marché (voir article 27.1 du présent C.C.P.) et leur niveau de qualité sont contractuels et serviront de base aux vérifications de la qualité des productions du titulaire en cours d'exécution du marché.

Le titulaire a un devoir de conseil auprès du service de la communication afin d'assurer un résultat optimum, et une impression de qualité en fonction des supports demandés.

Le prestataire s'engage, avant la livraison des différents documents commandés, à réaliser une vérification sérieuse de la qualité de son travail notamment et à prévenir VetAgro Sup s'il constate un problème dans les fichiers fournis ou une différence notable entre le rendu numérique et l'impression.

Conformément à l'article 14 du présent C.C.P., en cas de non-respect de la qualité attendue (couleurs non conformes, erreur de façonnage ou de coupe...) ou des quantités demandées, VetAgro Sup se réserve le droit de refuser la prestation et d'exiger une réédition sans frais supplémentaires. Seule la version corrigée et définitive sera rétribuée.

Le titulaire est tenu de respecter les consignes de livraison (lieu, conditionnement...), faute de quoi les pénalités prévues à l'article 12.4.1. sont applicables.

Article 28.2 – Obligations en matière de respect de l'environnement

Article 28.2.1 Obligations générales relatives à la protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire est tenu au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage dans les conditions. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ses obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur

Article 28.2.2 Obligations relatives à la qualité environnementale

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation de papier présentant à la fois des garanties sur la provenance des fibres et sur l'impact environnemental du processus de fabrication :

- Pour le lot n°1, l'usage de papier 100% recyclé est obligatoire pour le papier blanc. Le candidat joint à son offre la fiche technique du produit proposé.
- Pour les lots n°2 et n°3, les papiers proposés devront à minima respecter les exigences des labels FSC 100% ou FSC mixte, ou équivalent. Le titulaire du marché aura l'obligation de communiquer sur la qualité environnementale du papier proposé (logo sur travaux d'impression).

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 12.4.2.

Le titulaire devra, dans la mesure du possible, privilégier les emballages recyclables et/ou à base de matériaux recyclés et/ou réutilisables. Il détaille cet aspect dans son offre.

Article 28.2.3 autres obligations environnementales

Le titulaire doit a minima posséder la certification Imprim'vert ou prouver par tous moyens qu'il s'engage à:

- l'élimination conforme des déchets dangereux dans les filières adaptées et par des collecteurs agréés,
- la sécurisation des stockages des produits liquides dangereux,
- la non-utilisation de produits étiquetés « toxiques »,
- la sensibilisation environnementale des salariés et de la clientèle,
- le suivi des consommations énergétiques de l'entreprise.

L'absence de présentation du certificat valable pour l'année civile en cours entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 12.4.3.